

N°392

MARS 2009

<http://www.mcc.asso.fr>
5 € - ISSN 0223 5617

Responsables

mouvement chrétien des cadres et dirigeants



DOSSIER

Oser investir

sommaire

ÉDITORIAL p. 3 • RENCONTRE avec Stefaan Pollet. **Une mondialisation assumée** p. 4 • DOSSIER **Oser investir** sommaire détaillé p. 6 • VIE D'ÉQUIPE **Miser sur l'avenir** p. 19 • SPIRITUALITÉ **Retrouver l'espérance** p. 20 • QUESTION D'ÉQUIPE **Accueillir au MCC** p. 22. • VOYAGE **Congé solidaire en Algérie** p. 24 • LIVRES p. 26 • **LA LETTRE INTERNATIONALE N° 117** p. 28 • VISAGE **Laure Delery. Pour un MCC ouvert sur le monde** p. 30 •

➤ **Du 9 au 12 mars 2009** Session nationale des aumôniers et accompagnateurs. Chevilly Larue (94). *Dilemmes éthiques des entreprises : l'exemple de la Responsabilité Sociale des Entreprises.*

➤ **Du 11 au 31 mars** Témoignage de responsables d'associations du Sud et de l'Est partenaires du CCFD-Terre solidaire dans toute la France. www.ccfid.asso.fr

➤ **29 mars** Collecte du CCFD-Terre solidaire dans toutes les paroisses et communautés chrétiennes de France.

➤ **16-17 mai** Équipe Nationale. MCC – Paris

➤ **Du 30 mai au 1^{er} juin 2009** à Paris

JPentecôte 2009. Forum national des jeunes adultes chrétiens.

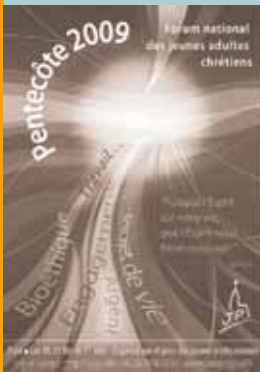
Puisque l'Esprit est notre vie, que l'Esprit nous fasse aussi agir.

C'est le rassemblement national des JP de 25 à 35 ans, organisé à l'initiative de la CoJP (coordination des jeunes professionnels) par plusieurs mouvements : MCC, Congrégation spiritaine, Routes franciscaines

pour la paix, Jeunesse franciscaine, CVX, Fraternité monastiques de Jérusalem, Famille vincentienne, Chemin néocatéchuménal...

Contacts MCC Pentecôte 2009 :

Clémence : 06 03 67 11 35, Pierre : 06 68 27 00 41



AGNES DE PREVILLE

➤ **Du 16 au 21 août, Université d'été** La Baume-Aix en Provence.

Cette année, en France, nous sommes invités, à l'occasion de la révision des lois de bioéthique et des consultations associées à cette démarche, à nous forger une opinion personnelle.

Ces questions sont nombreuses et diverses, aussi nous devons faire l'effort d'une connaissance aussi claire que possible du dossier scientifique et des questions d'ordre philosophique et éthique qui leur sont associées. L'université d'été 2009 propose de travailler deux questions de bioéthique auxquelles chacun de nous pourra être un jour ou l'autre confronté : **la question des tests génétiques** (par exemple : les tests ADN d'enquêtes policières et bien d'autres) et celle de **la production et utilisation des cellules souches embryonnaires** qui invite à s'interroger sur le statut de l'embryon. Nous ferons appel à des experts et praticiens des domaines concernés pour nous aider à construire notre réflexion et, en prenant en compte les repères donnés par le magistère catholique, mûrir notre jugement.

Contact : Secrétariat national 01 42 22 84 00.

Dans le cadre des états généraux de la bioéthique, l'Église participe aux débats.

Comme le souligne Mgr Pierre d'Ornellas, archevêque de Rennes et président du groupe de travail sur la bioéthique, dans le premier billet mis en ligne « ce blog est un espace de dialogue et un outil pour progresser dans la réflexion. Il est ouvert à toutes celles et à tous ceux qui portent le souci de l'avenir de l'homme et de son bonheur quand celui-ci est concerné par les progrès des sciences biomédicales. »

www.bioethique.catholique.fr



Carnet

Nous avons la peine de vous annoncer le décès de Nicole Bourgoïn, l'épouse de Dominique Bourgoïn. Ils ont été responsables nationaux MCC de 1984 à 1987. Les obsèques ont eu lieu le 19/01/09 à Saint-Charles de Monceau à Paris.



Responsables

Éditeur : U.S.I.C. - 18, rue de Varenne - 75007 Paris - Tél : 01 42 22 18 56
<http://www.mcc.asso.fr> - journal.responsables@mcc.asso.fr

Directeur de la publication : Alain Brunelle

Rédactrice en chef : Marie-Caroline Durier

Secrétariat : 01 42 22 59 57

Comité de rédaction : Anne-Marie de Besombes, Pierre-Olivier Boiton, Bernard Bougon (aumônier national), Françoise Brunelle, Claire Collignon, Philippe Coste, Geneviève-Isabelle Coulomb, François Lacroix, Jean-Luc Ménager, Antoine de Montety, Christian Sauret, Dominique Semont.

Graphiste : Véronique Vaude 06 16 99 88 05

Couverture : James Steidl - Fotolia

Publicité : Agence M&C - Régie d'espaces de communication Responsables
Tél. : 04 90 82 20 70 - mail : responsables@mc-durable.com

Impression : Color 36, 36 320 Villedieu-sur-Indre

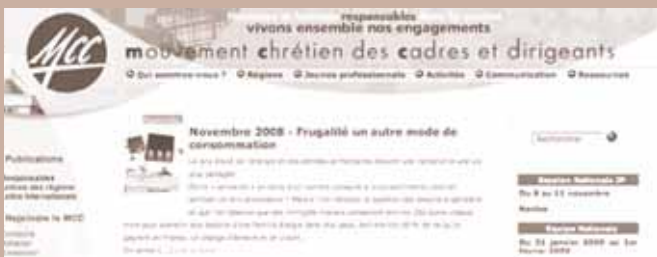
Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2009 - mensuel

Inscription CPPAP n°0709 G 81875 Membre de l'APMS



Toute reproduction partielle ou totale des articles parus dans ce numéro est interdite sans l'accord de la rédaction.

CETTE PUBLICATION COMPORTE UNE ENVELOPPE POUR LA COLLECTE DE CARÈME 2009 DU CCFD.



Notre site internet

Vous y trouverez le sommaire détaillé, l'éditorial de chaque numéro et des propositions pour des réunions d'équipes
<http://www.mcc.asso.fr>



Christian Mazars,
aumônier au MCC,
en charge
de la formation

Garder confiance

Au moment où j'écris ces lignes, les États-Unis célèbrent l'investiture de Barack Obama. Dans beaucoup de pays dont la France, son élection suscite un grand espoir. Il est vrai que la situation de crise socio-économique que nous connaissons est difficile, mais cela n'autorise pas toutes les naïvetés. Le président des États-Unis a certes des possibilités qui dépassent les nôtres, mais on ne peut pas lui demander d'assumer seul les avancées nécessaires. Bien plus, il ne serait pas chrétien de dire que nous ne pouvons rien. Outre les actions concrètes qui sont possibles dans le cadre de nos responsabilités, il y a une évolution des mentalités qui passe par chacun et à laquelle nous devons contribuer.

Oser investir, titre du dossier de ce numéro nous suggère notre responsabilité et nous situe dans l'épaisseur du temps. La vie chrétienne est chemin à la suite du Christ. Cela ne gomme pas les difficultés de la route, mais cela invite à la patience et à la confiance. Le temps du Carême dans lequel nous venons d'entrer procède bien de cette dynamique.

Long cheminement du peuple de Dieu vers un avenir que Dieu lui ouvre. Les récits de l'exode nous montrent que les chutes ont été nombreuses, mais la fidélité indéfectible de Dieu donne à chacun de se relever, d'avancer. Entrer dans cette dynamique, c'est faire nôtre la patience de Dieu, se tourner vers l'avenir, et surtout garder confiance en l'homme.

Discerner... N'est-ce pas le premier travail lorsqu'on envisage d'investir ? L'Évangile nous dit : « Celui qui vient bâtir une tour, qu'il commence par s'asseoir pour calculer la dépense et juger s'il a de quoi aller jusqu'au bout ». Discerner, c'est aussi accepter de nous mettre avec d'autres sous le regard de Dieu, vouloir garder une cohérence avec l'Évangile.

*Il y a une évolution
des mentalités à laquelle
nous devons contribuer...*

Dans le contexte actuel, oser investir passera certainement par la recherche de choses nouvelles pour répondre à des besoins humains créés par la situation à laquelle nous sommes confrontés. Pas besoin d'aller chercher au loin, c'est au plus près de nous qu'il nous faut être attentifs et inventifs : dans nos villes et nos régions, dans nos entreprises, chacun à la mesure de ses responsabilités et de ses compétences. Mais plus largement, ce peut être apporter quelques éléments de réponse aux débats de société actuels. Ainsi les évêques de France viennent de publier une plaquette *La création au risque de l'environnement* qui ouvre bien des perspectives. Pensons également aux suites à donner aux « journées du MCC » que nous venons de vivre.

Souvent ce ne seront que des petites choses. Mais là, c'est la dynamique même de l'Église. Autour du Christ, ils n'étaient que douze, mais leur vocation allait bien au-delà de l'horizon de leur groupe. Il en va de même pour nos investissements, les débuts sont petits, humbles mais les perspectives sont toutes autres. C'est là qu'il nous faut vivre une espérance active, celle qui nous mobilise, nous fait travailler à la naissance et à la croissance de nos projets.

Oser investir : une démarche de foi et d'espérance, une démarche où les aléas de l'existence, nos compétences et nos convictions chrétiennes sont profondément imbriqués et se fécondent mutuellement.

INTERVIEW DE STEFAAN POLLET

Une mondialisation assumée...

👉 **Stefaan Pollet, 46 ans, marié, 4 enfants, est tombé dans le textile quand il était enfant. Après ses humanités (fin des études secondaires en Belgique), il a suivi une formation de conseiller commercial en alternance et a créé dans le même temps son entreprise. Il témoigne de son expérience de l'évolution du secteur textile en Flandre occidentale, dans lequel œuvraient déjà ses parents et grands-parents, depuis près de quarante ans. Stefano fashion, implanté à Bruges, est une de ces petites entreprises qui donnent au tissu économique flamand le dynamisme qui étonne les voisins européens.**

Propos recueillis par Solange de Coussemaker.

Responsables : Parlez nous de l'entreprise que vous dirigez : Stefano fashion.

Stefaan Pollet : C'est une petite entreprise qui commercialise des vêtements en maille importés aujourd'hui de Chine, l'aboutissement de toute une histoire familiale. En effet je suis né dans le textile. Mon grand-père faisait faire de la dentelle à Bruges et la revendait ; son entreprise, reprise par mon père, se trouvait à Aartrijke, à quelques kilomètres de là. La deuxième génération, celle de mon père, a diversifié la production dans les tabliers et les vêtements d'enfants fabriqués sur place. Au début des années 80, au moment de la crise du textile, mon frère aîné s'est associé avec mon père pour faire fabriquer les produits en Hongrie et en Egypte. Mon frère a continué avec le Portugal, où il faisait fabriquer des produits dérivés du tissu. Je me suis intéressé à la maille en créant ma propre entreprise en 1983, alors que j'étais étudiant en alternance. J'achetais au Portugal dans des usines de tricotage ; en fait je me suis formé sur le tas, utilisant les savoir-faire de mes parents et de mon frère. En 1999, le Portugal est devenu moins intéressant, j'ai commencé à explorer la Turquie. J'étais donneur d'ordre et commandais ce

dont j'avais besoin. À partir de 2000, j'ai prospecté en Chine et ai commencé à faire affaire avec les Chinois en 2003. Aujourd'hui je traite à 95% avec ce pays et à 5% avec la Turquie.

Mon marché, ce sont les grandes centrales d'achat du nord de la France (la frontière est à 65 km de Bruges) et de Belgique et la vente par correspondance (VPC). La croissance depuis 25 ans a toujours été régulière, sans à-coups. Je commence à regarder vers le Vietnam et le Bangladesh, mais les Chinois ont une meilleure infrastructure et sont mieux formés.

Responsables : Qu'en est-il de votre travail avec les Chinois ?

S. P. : J'ai été introduit en Chine par un sinologue belge avec lequel j'ai fait une tournée de prospection. Ce voyage m'a permis de créer une sorte de joint-venture avec un Chinois de la région de Shanghai. Il suit pour moi la production, les commandes et la logistique. Je vais en Chine cinq à six fois par an ; chaque fois, je suis reçu par ses parents, son frère ; c'est important pour sceller la confiance. Ils me considèrent comme quelqu'un de la famille.

Depuis cinq ans, j'ai assisté à la libération du marché chinois, limité au départ par des quotas imposés par l'Europe. Depuis, les Chinois sont entrés dans l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce). Le commerce s'est libéralisé des deux côtés et est complètement libre depuis le 1^{er} janvier 2009, après un essai infructueux en 2006. La réglementation concernant les quotas dans le textile est très complexe et très mouvante ; nous suivons son évolution auprès de la Commission européenne.

En Belgique, j'emploie quatre personnes, et ma femme qui s'occupe de la comptabilité. La marchandise arrive en Belgique prête à la livraison ; on ne commence à produire en Chine que quand on a la commande ferme, ce qui



Pour moi, il y a des valeurs universelles sur lesquelles tous peuvent se retrouver, la première d'entre elle se nommant la confiance. (...) C'est le respect de l'engagement, de la qualité, des délais, de la parole donnée.

réduit les stocks de marchandise. En Chine, mon correspondant travaille avec cinq personnes qui s'occupent du suivi qualité en profondeur, du suivi de la production et de la logistique. Il vient en Europe une fois par an ; cette année, il m'a accompagné au salon Fatex à Villepinte. Nous y avons tenu un stand sous le chapeau chinois.

Responsables : *Quelles sont les valeurs que vous mettez en avant avec les Turcs et les Chinois ?*

S. P. : On ne peut pas parler de valeurs chrétiennes de façon explicite quand on travaille avec ces peuples pour lesquels cela n'évoque rien. Pour moi, il y a des valeurs universelles sur lesquelles tous peuvent se retrouver, la première d'entre elle se nommant la confiance, base de toute coopération commerciale. C'est le respect de l'engagement, de la qualité, des délais, de la parole donnée. En Chine, l'aspect familial est très important ; nous, occidentaux, sommes bien plus individualistes. Les Chinois pensent groupe et communauté, nous, nous travaillons pour nous. La clé du succès en Chine, c'est la famille qui est derrière toutes les initiatives. Pour moi c'est important aussi, alors nous nous rejoignons. La mondialisation, je trouve que c'est une bonne chose. C'est à cause de la logistique (transports, télécoms, ouverture des pays...) que le monde devient un village. Aujourd'hui, la Chine est toujours un pays communiste, mais qui s'est ouvert ; en tant qu'étranger, on ne sent que peu le poids du régime. Dans le domaine des affaires on ne peut faire de l'angélisme ; je suis obligé, pour cadrer mes coûts de production, de porter mon regard vers les pays où le coût de la main d'oeuvre n'est pas trop élevé et est associé à une qualité correcte. Ceci ne m'empêche pas de veiller personnellement à ce qu'aucun enfant ne soit au travail et que les conditions de travail soient acceptables, même si je n'ai pas la prétention de pouvoir tout contrôler. Dans le même sens, certains de mes clients viennent auditer les sites de production, les uns par souci éthique, les autres par crainte des médias. En Chine je constate que le personnel est mieux formé qu'ailleurs. Je parle de la région que je connais le mieux, celle de Shanghai et de son arrière-pays, qui est la région industrielle. La bande côtière fait environ 200 à 300 km de large. ●

Oser investir

« Dans le monde de la finance, le critère principal d'appréciation est souvent le montant d'argent gagné, mais personne ne se pose jamais la question du risque couru pour le gagner. C'est pourtant ainsi qu'on devrait évaluer objectivement les choses », peut-on lire dans Le journal de l'École de Paris du management à propos de la faillite de la Barings¹.

Cette remarque s'appliquerait aussi bien à la commercialisation des crédits subprime via leur titrisation qu'à la confiance faite à M. Bernard Madoff. Elle pourrait encore accompagner une remise en cause de la cupidité qui semble avoir largement cours dans le monde de la finance, quoiqu'il soit fort probable que cette dénonciation n'ait guère d'effet !

Le comité de rédaction de *Responsables* a choisi ce sujet de l'investissement en espérant montrer que des actions positives sont possibles dans la finance. Il en va de la volonté des acteurs pour que celle-ci soit au service des hommes et que l'économie soit au service de l'humanité.

Cela peut être difficile et risqué. Cela peut obliger à affronter des intérêts égoïstes et à accepter des remises en cause personnelles.

L'éthique n'est pas dans les déclarations et les bonnes intentions, mais dans les actes.

Certes, les projets présentés dans ce dossier sont modestes en taille.

Mais n'est-ce pas beaucoup qu'ils existent, qu'ils soient divers et que des hommes et des femmes y soient fermement engagés ? Ajoutons que nous n'avons eu aucune peine pour trouver ces témoignages. Cela aussi est très encourageant.

Bernard Bougon s.j.



¹ SARDAIS C. ABRAHAM, Y.-M.
Saura-t-on tirer les
enseignements de la faillite
de la Barings ? Le Journal de
l'École de Paris du management
n° 74 nov/déc 2008.

**Promouvoir
une finance patiente...** 8

Pierre Barrande, chargé
d'affaire au Crédit Coopératif,
répond aux questions
d'Anne-Marie de Besombes
et de Philippe Coste.

Points de repère 11

Consommation, investissement,
investisseur, création
d'emploi... Philippe Coste
propose quelques
précisions sur ces concepts.

Histoire de GRAIN 12

Bernard Piet expose
le fonctionnement
d'un organisme qui promeut
la création d'entreprise
en maintenant l'homme
au centre de ses préoccupations.

Oser « s' » investir 14

Olivier Tavignot témoigne
de son expérience
d'investisseur dans des projets
qui « font sens » pour lui.

**Prendre la barre
dans la tourmente** 16

Un entrepreneur,
Antoine, raconte ses choix
et ses motivations pour combattre
pour une cause juste.

Vie d'équipe 19

Par l'équipe Enfant de Marie.

LE CRÉDIT COOPÉRATIF, UNE BANQUE PAS COMME LES AUTRES

Promouvoir une finance patiente



« Le grand soir de l'éthique financière n'est pas pour demain, mais... » disait Pierre Barrande aux jeunes professionnels du MCC réunis à Nantes en novembre dernier. À 35 ans, chargé d'affaires à

l'agence du Crédit Coopératif de Limoges¹, et membre d'une équipe MCC, il répond aux questions de *Responsables*.

Propos recueillis par Anne-Marie de Besombes et Philippe Coste.

Responsables : *Dans la crise financière actuelle, qui se traduit par une réduction des prêts particulièrement aux PME² avez-vous été amenés à changer de regard sur les demandeurs de financement ?*

Pierre Barrande : La particularité du Crédit Coopératif voulue par ses fondateurs est de concourir au développement des personnes morales qui composent l'économie sociale. Nous avons bien identifié, dès l'origine, le vaste secteur de l'économie sociale : les coopératives, les mutuelles, les organismes d'intérêt général, le tissu associatif entre autres. L'économie sociale est composée de groupements de personnes qui ont un projet économique commun mené dans l'objectif d'un service rendu. Le Crédit Coopératif a été créé par eux et ils constituent logiquement son secteur de prédilection. Le Crédit Coopératif connaît donc bien les logiques qui sous-tendent ses besoins et ses valeurs. Il a développé des partenariats avec les membres de cette économie sociale et avec les organisations dont ils sont issus, fédérations, mouvements... Grâce à eux, avec eux, il a été initiateur de produits de garantie en étant « facilitateur de crédits ».

¹ E-mail MCC Limoges : mcc87@club-internet.fr

² Le Monde, étude de l'Association Française des Trésoriers d'Entreprise, le 7 janvier 2009.

³ France Active est un réseau de proximité qui aide depuis 20 ans les personnes en difficulté à créer leur entreprise individuelle.

Il finance parallèlement les entreprises solidaires (insertion par l'activité économique, associations d'utilité sociale) www.franceactive.org

⁴ Environ 70 agences et 1900 collaborateurs.

Par comparaison, la Société Générale compte, en France, environ 3000 agences et 60000 collaborateurs.

Responsables : *De quelle façon concrètement ?*

P. B. : Dans le secteur marchand, dont j'ai la charge, le Crédit Coopératif a historiquement établi des partenariats avec les organismes professionnels de la distribution spécialisée, de l'industrie alimentaire, de la métallurgie, de l'industrie mécanique, etc.

Ils se nouent à deux niveaux : d'une part avec des interlocuteurs familiers du métier considéré, qui vont étudier le projet nécessitant un financement et nous donner leur avis. Nous profitons ainsi de leur expertise du métier. Et d'autre part, nous avons participé à la création, dans chaque branche d'activité, d'un fonds de garantie abondé, notamment, par les demandeurs de financement à hauteur d'un petit pourcentage des sommes prêtées.

Ainsi, grâce à cette structure de contre-garantie, dédiée à chaque secteur d'activité, (métallurgie, distribution alimentaire spécialisée, secteur sanitaire et social, etc) nous réalisons une mutualisation des risques par secteur d'activité, ce qui permet de faciliter l'accès au crédit. Mutualiser, c'est donc responsabiliser. Chaque fédération a des interlocuteurs dédiés qui vont combiner leur feu vert avec celui du Crédit Coopératif. Grâce à ce partenariat unique, qui nous amène à partager avec d'autres le risque de crédit, la crise financière actuelle, jusqu'à présent, a peu d'impact sur notre capacité à accompagner nos clients-sociétaires.

Responsables : *Beaucoup de projets échouent-ils ?*

P. B. : Nous avons aussi un important rôle de conseil. Sur de gros projets, il faut d'abord que l'étude technique et la faisabilité aient été validées par les porteurs de projets eux-mêmes. Quand ceux-ci nous arrivent ils sont en général assez matures. À nous de peaufiner et d'avoir ce sens critique qui va permettre de répondre durablement aux attentes.

Sur les plus petits projets, (inférieurs à 40 000 euros) nous nous devons d'avoir une présence



*Nos clients ont
une démarche particulière
en correspondance
avec nos valeurs (...),
cela nous protège
relativement de la crise.*



Le Crédit Coopératif

Acteur ancien du secteur coopératif, le crédit coopératif est une banque coopérative associée au groupe des Banques Populaires. D'une surface modeste – 67 agences en France pour un effectif d'environ 1 900 personnes – il s'est spécialisé comme partenaire des membres nombreux et variés du secteur associatif (associations diverses, organismes culturels, sociaux, sportifs, de santé, mutuelles, organismes professionnels régionaux, etc.). Entrepreneurs individuels et PME constituent aussi une part importante de sa clientèle et bénéficient de financements de leur activités. Enfin, un troisième volet de clientèle est constitué de personnes physiques dont le noyau se compose de membres ou de responsables du secteur associatif ou des entreprises et PME évoquées ci-dessus. La dimension éthique ou solidaire, qui anime le secteur associatif et ses membres, a amené le Crédit Coopératif à être parmi les premiers à proposer des fonds de placement éthiques et des fonds de partage (voir encadré p.10).

Le Crédit Coopératif est détenu par les sociétaires qui sont aussi ses clients. Cette formule associative présente plusieurs avantages. L'indépendance – pas de prise de contrôle extérieure possible – ; un large socle de déposants – associations, entreprises et particuliers – dont les fonds serviront à financer les projets retenus ; la participation au vaste réseau associatif national, voire européen.

LES PLACEMENTS ÉTHIQUES

Les clients du Crédit Coopératif souhaitent donner du sens à leur épargne. Cela peut se traduire de diverses manières.

La première est de refuser de l'investir dans des activités condamnables (armement, tabac...). Cela donne des fonds de placement éthiques.

La seconde est de choisir d'en partager le fruit (les intérêts) avec des acteurs qui mènent des actions de solidarité au plan national ou international. Cela donne des fonds communs de partage ou solidaires. Ainsi, le Crédit Coopératif a été le premier à proposer en 1983 des fonds communs de partage avec le Comité Catholique contre le Faim et pour le Développement (CCFD). En septembre dernier, le dernier fonds proposé est partenaire de la fondation Agir avec l'Abbé Pierre. En complément du choix fait par l'épargnant, le Crédit Coopératif peut, pour certains projets, s'engager à financer le projet considéré à hauteur de 5 à 10% des fonds collectés.

plus importante. Car « l'accès à la banque » paraît plus difficile au petit entrepreneur. On lui évite les écueils, on l'aide dans la réalisation. Nous devons l'accompagner, car, sur des petites structures, les étapes charnières se situent souvent vers la deuxième année. Nous l'aidons à anticiper certains problèmes : nous jouons un rôle de contrôle et de conseil sans, bien sûr, s'ingérer. Souvent, la défaillance d'un projet n'est pas liée à la compétence de celui qui le porte mais à des problèmes de trésorerie. On n'a pas anticipé tel ou tel évènement qui met la structure dans une impossibilité de paiement, donc en situation de faillite. Par exemple, une jeune femme, qui n'avait aucun apport personnel ou familial, a créé un commerce qu'on a pu soutenir grâce à une structure de garantie « France Active »³. Elle a monté ainsi une activité qui a maintenant trois ans d'existence.



Responsables : *Pour faire fonctionner votre activité de financement, vous avez sans doute besoin d'emprunter vous-même. Comment avez-vous vécu ces derniers mois de crise de confiance bancaire ?*

P. B. : Notre ressource quotidienne, c'est la collecte faite auprès de nos clients-sociétaires. Leurs dépôts ont augmenté ces derniers temps chez nous, ce qui augmente nos capacités. Ces personnes morales ou physiques ont une démarche particulière en correspondance avec nos valeurs et nos principes. Cela nous protège relativement vis à vis de la crise. Concernant la restriction de crédit, il n'y en a

pas, sauf erreur de ma part, puisqu'effectivement, nous travaillons avec des familles de clientèles bien identifiées et avec les groupements qui valident nos informations.

Responsables : *Quels sont les nouveaux clients qui vous permettent de vous développer ?*

P. B. : Notre réseau d'agences n'est pas très dense⁴. Nous nous appuyons sur le bouche à oreille, la recommandation, la prescription, des rencontres dans des manifestations ciblées. Nous essayons de montrer nos différences. Nous avons un socle de clientèle historique, personnes physiques qui sont souvent mandataires sociaux de personnes morales des secteurs marchands et non marchands. Les nouveaux clients semblent avoir une attente différente, pour leurs entreprises, leur maison, leur mode de consommation. Ils veulent donner un sens à leur épargne et à leur argent. C'est une clientèle engagée. Tout le monde ne vient pas spontanément chez nous. Il nous faut promouvoir notre image et montrer par notre activité nos compétences financières, et prouver que nous pouvons devenir un partenaire pour une entreprise ou un particulier. Comme le dit notre publicité, être client du Crédit Coopératif, c'est un choix.

Responsables : *Êtes-vous optimiste pour l'avenir ?*

P. B. : Nous sommes sereins mais attentifs. Nous allons devoir être plus présents, plus soucieux des besoins et des attentes de nos entreprises clientes, surtout les structures les plus fragilisées. Une Société Coopérative de Production de dix personnes ou un entrepreneur individuel peut être mis en difficulté par le défaut d'un seul client.

Oser l'avenir, dites-vous ! Nous l'avons osé depuis longtemps, par exemple lorsqu'il a fallu financer des structures d'accueil de personnes handicapées il y a trente ou quarante ans. Oser de nouveaux chemins. Promouvoir cette finance patiente soucieuse de l'économie réelle. Ouverte à tous et à toutes, afin que chacun se trouve avec le choix de participer à sa vision de l'utilité sociale, en tissant des liens. En sécurité. ●

mots clés

Consommer, c'est dépenser de l'argent que l'on a gagné au préalable, généralement par son travail (ou par l'épargne issue du travail). L'acte de dépenser arrive donc en 2^e lieu. C'est une forme d'échange, on échange une somme d'argent contre un bien de même valeur dont on attend la satisfaction d'un besoin ou d'un plaisir. Il n'y a pas, en général, de véritable risque à consommer, ni d'enrichissement ou d'appauvrissement.

Investir, relève d'une démarche fondamentalement différente. Il s'agit de dépenser de l'argent maintenant dans un projet, dans l'espoir de recevoir plus, plus tard. Il s'agit de se projeter dans l'avenir, le risque d'échec est réel. En ce cas, en effet, la mise de départ sera perdue. L'investisseur se sera appauvri ; en cas de succès, il se sera enrichi. Selon l'issue du projet, on aura donc création ou destruction de valeur.

Créer un emploi, entraîne un besoin d'investissement. Prenons un exemple : Un directeur d'une entreprise de balayage doit, avant d'offrir un nouvel emploi de balayeur, acheter au préalable un balai. Alors seulement, il pourra faire travailler le nouvel employé. Son activité aura donc dû dégager suffisamment de bénéfice pour acheter ce balai supplémentaire. Pour une entreprise de taxi, c'est une voiture, et non plus un balai, qu'il convient d'acheter et c'est beaucoup plus cher ! Or, ce qui caractérise les emplois des sociétés développées, c'est que le « coût du balai » ne cesse d'augmenter. Dans de nombreux cas, il est même largement supérieur à ce que coûtera le salaire du nouvel employé. Ainsi le besoin d'investissement associé à la création d'un emploi est très largement supérieur au nouveau salaire. Il dépasse le risque social (souvent mis en avant) qui consiste à ne pas pouvoir (ou difficilement) se séparer d'un employé en cas de baisse durable d'activité. Ce besoin d'investissement explique la difficulté à créer des emplois industriels dans les pays développés, alors que les emplois de services dont le « coût du balai » est plus faible, représentent une très grande part des nouveaux emplois.

Les investisseurs

On trouve d'abord l'investisseur, qui a cassé sa tirelire pour se lancer dans un projet, et qui a choisi de le faire dans le cadre d'une société par actions. La détention des actions lui confère le statut de **propriétaire**, ainsi que le **pouvoir de direction** qui l'accompagne. Souvent cependant, il aura avec lui d'autres personnes qui l'accompagnent dans son projet, et qui seront des « **co-propriétaires** » actionnaires minoritaires, au pouvoir de décision moindre. Dans la catégorie investisseur de départ, on peut trouver aussi bien le patron de petite PME que Bill Gates. On peut aussi trouver des **héritiers**. Enfants ou petits enfants d'un parent qui a réussi, et qui, soit décident de garder le pouvoir dans la famille et de diriger le Groupe (exemple : la famille Mulliez ; Auchan ; Décathlon, etc.), soit de vivre passivement de leurs rentes (exemple la sulfureuse Paris Hilton). On trouvera enfin des **épargnants** qui, bénéficiant de la cotation en bourse de multiples sociétés dans de nombreux marchés, vont acheter des actions pour faire fructifier leur épargne. Pour les épargnants, l'investissement peut être direct (j'achète trois actions St Gobain), ou indirect (j'achète 2 parts de la sicav x ou y, spécialisée dans les investissements « Asie-hors Japon ». Bien évidemment, lorsqu'il y a un grand marché comme celui des actions, on ne peut empêcher l'apparition de divers spéculateurs, attirés par un profit rapide. Dans cette catégorie, on trouvera aussi bien les « day traders », qui achètent le matin pour vendre le soir en profitant d'un petit écart de cours, que certains « fonds d'investissement » qui vont partir à l'abordage d'une belle endormie, y prendre le pouvoir, dépecer et restructurer sans état d'âme pour revendre la société quelques années plus tard avec une confortable plus value.



COMMENT FAIRE GERMER LES PROJETS

Histoire de GRAIN

Créée en 1997 par des acteurs venant de l'entreprise, des collectivités locales et territoriales et des organisations professionnelles, l'association GRAIN (Grand Avignon Initiative), membre du réseau des plates-formes d'initiatives locales, est devenue un outil économique de proximité favorisant la création d'entreprise.

GRAIN propose à celles et à ceux qui ont la volonté d'entreprendre sur le territoire du Grand Avignon un appui humain, technique et financier. De 1998 à fin 2007, 626 petites entreprises ont ainsi généré plus de 1000 emplois. Avec maintenant 10 ans d'expérience, ce sont plus de 150 projets qui naissent chaque année.

GRAIN accompagne les jeunes entreprises en création en offrant un appui personnalisé au montage des projets : conseils dans la phase de maturation du projet, mise en relation avec des professionnels, expertise des projets pour en mesurer la faisabilité et la viabilité. L'association propose également un soutien financier par un système de prêts d'honneur (8000 euros maximum) sans garantie et sans intérêt, elle aide aussi à l'obtention de prêts bancaires et de financements complémentaires. Ainsi, pour 1 prêté par GRAIN, 4,5 sont levés auprès des banques. GRAIN met aussi à disposition un accompagnement de l'entreprise durant

les premières années. Un système de parrainage permet aux créateurs d'être soutenus par des bénévoles et des experts techniques professionnels.



La diversité : source d'enrichissement

Dès l'origine, cette association a eu pour « cœur de cible » un public en difficulté, donnant leur chance à des chômeurs et Rmistes qui auraient l'idée et la volonté de créer leur emploi. Aujourd'hui, 78 % des créateurs sont ainsi sans emploi au moment de présenter leur projet !

Apparemment utopiste, ce projet a été porté par le PLIE¹ d'Avignon et par quelques fondateurs, dont certains membres du MCC Vaucluse, pour le structurer et lui donner les ressources indispensables.

Le financement nécessaire au fonctionnement de l'association et au soutien des projets est apporté par les collectivités locales et les

¹ PLIE : Plan Local d'Insertion Économique



ALEXANDER MAIER - FOTODIA.COM

**GRAIN
fonctionne
avec une vraie
exigence
de service,
au sens
évangélique
du terme,
alors même que
les chrétiens
engagés
y sont très
minoritaires.**

entreprises partenaires. L'objectif de l'association est double : sécuriser la création de « très petites entreprises » (TPE) et renforcer le tissu économique local.

Un premier facteur de succès de l'initiative a été de rassembler une pléiade d'acteurs issus d'horizons divers : entreprise, monde associatif (dont le MCC, bien entendu), secteur public et de l'Etat et de fédérer leurs énergies au service du bien commun. Indéniablement, la diversité et la multiplicité de ce partenariat représentent une richesse considérable dès lors que chacun apporte sa pierre à la construction du projet de l'autre, sans vouloir tirer la couverture à soi. Pour prévenir ce risque, après 3 ans d'expérience, l'association a défini sa stratégie de développement à long terme, ce qui a abouti à la création d'une « Maison de l'Initiative », véritable porte d'accueil et d'organisation au service des porteurs de projets. Ainsi, ceux qui veulent mûrir leurs idées et les transformer en acte ont-ils une ressource

qui les guide, les conseille... ou les dissuade si le projet est irréaliste et le risque trop grand !

Un second « bénéfice » de GRAIN, que l'on peut qualifier de grâce au sens chrétien du terme, est lié à l'expérience personnelle de chacun des membres de l'association (plus de 100 bénévoles à titres divers). Qu'ils soient chargés de la sélection des projets, du parrainage ou de la direction de l'association, ces bénévoles vivent une expérience de partage et d'enrichissement mutuel. La confrontation entre les points de vue, enrichie par une solide équipe de permanents (4 postes actuellement) rend la solidarité plus forte et constitue sans doute une autre clé de succès de l'association.

● **Une exigence de service**

Dès le début, GRAIN a été animé par une profonde vision chrétienne des relations professionnelles. Le respect de la personne y prévaut. L'acceptation des différences est une réalité quotidienne au sein de l'association. À ces valeurs, qui ne sont pas l'apanage des chrétiens, s'ajoute un réel sens d'humilité : le travail accompli reste bien modeste eu égard aux besoins de notre environnement ! Ainsi, GRAIN fonctionne avec une vraie exigence de service, au sens évangélique du terme, alors même que les chrétiens engagés y sont très minoritaires.

Le MCC et ses membres du Vaucluse sont présents et participent à cette initiative au même titre que les autres instances-clés de la vie locale. En tant que partenaire, nous pouvons inspirer les décisions et orientations, notamment lors des réunions qui valident les projets, dans le respect de la diversité évoquée précédemment.

Au service de l'homme (et pas seulement des projets), nous avons à donner à chacun les meilleures chances de succès... ou l'orienter vers d'autres voies lorsque les conditions des projets ne satisfont pas aux critères minimum requis à leur viabilité. En retour, les créateurs témoignent de leur énergie et de leur espérance pour se construire, se réaliser et se développer dans un contexte difficile. Leur vitalité et leur dynamisme nous étonnent et nous inspirent : croire en l'homme devient évident ! ●

Bernard Piet



MIRYAN - FOTODIA.COM

POUR DES PROJETS QUI ONT DU SENS

Oser « s' » investir

Oser investir, le titre de ce dossier résonne pour lui comme « oser s'investir » et promouvoir des entreprises innovantes. C'est ainsi qu'Olivier Tavignot vit cette expérience depuis bientôt cinq ans. Son activité d'investisseur prend sa place parmi deux autres qui lui tiennent également à cœur, le conseil de dirigeants et le métier d'enseignant en Grande École (voir ci-contre). Témoignage.

Le fil rouge de mon engagement professionnel tient en quelques mots : « Avec les décideurs qui entreprennent, créer un dialogue qui éclaire leur finalité et inspire leur attitude et leur action ».

En ce qui concerne l'activité d'investissement, je me définis comme un actionnaire minoritaire actif. « Minoritaire » parce que je participe à ce jour au capital de plusieurs sociétés en France et à l'étranger, dans des proportions de l'ordre de 3 % à 40 % des parts sociales, avec le souci de préserver la majorité pour le porteur du projet. « Actif » parce que, sans être moi-même opérationnel dans ces entreprises, qui ont leurs équipes et leurs experts métiers, je participe aux réflexions et aux décisions qui engagent et préparent leur futur. Cette participation active prend deux formes : la présence au comité stratégique souvent créé à l'entrée de nouveaux investisseurs ou bien au sein du comité de direction aux côtés des dirigeants exécutifs.



Des projets qui font sens

Quel a été le point de départ ? Dans le passé, j'imaginai de participer un jour à un conseil d'administration, pour contribuer d'une façon originale au développement d'initiatives nouvelles.

Un jour, un client m'a proposé d'entrer au capital de sa société créée dix ans auparavant et dont il était seul actionnaire. Il s'agissait de risquer un premier « 5000 », être prêt éventuellement à le perdre tout en visant quelque chose d'incertain et de plus grand. Cette expérience m'a mis le pied à l'étrier.

Un des apprentissages concerne les « critères à l'entrée » dans le capital d'une entreprise nouvelle ou existante : la qualité du porteur du projet en tant que personne et comme professionnel, l'expérience et le potentiel de l'équipe à ses côtés, le marché et ses besoins, la finalité de l'activité, le moment de la rencontre dans nos parcours respectifs, les contributions possibles de part et d'autre,...

J'ai tiré des expériences qui ont suivi le goût d'entreprendre avec d'autres dans des projets que je juge utiles sur un plan sociétal.

Bien qu'investissement au sens propre du terme, il s'agit de bien autre chose qu'un placement financier classique, souvent anonyme, sans relation, ni levier autre que l'achat ou la vente en fonction du mouvement du cours de bourse de la société...

Parmi les huit sociétés dans lesquelles je suis présent aujourd'hui, sept font sens à mon goût. Le sens... une perception intuitive et intime, à partager avec d'autres, pour construire.

Sentir, percevoir quelque chose de la finalité profonde d'un projet m'aide à choisir d'être ou non partie prenante de l'aventure. Puis aussi à agir pas-à-pas et le plus en cohérence possible dans la direction qui est à la fois source et fin des décisions.

L'implication dans un projet entrepreneurial exige un discernement personnel à ne pas négliger parce qu'en réalité il s'agit moins d'une visée d'argent, de succès ou de travail à court terme, que d'un projet de contributions et de talents à développer. Distinguer le caractère unique du projet et son potentiel, pour le conduire le plus droit au but possible, dans le temps et en équipe, là est l'enjeu.

Cette expérience d'investisseur (...) me donne l'opportunité de faire circuler ce que je gagne, de lui donner une utilité créatrice.

Trois préférences sectorielles (non exclusives) se dessinent dans ce portefeuille de participations : bioénergies, santé et finance... Par exemple, de la création d'une filière sur un sujet de biomasse avec des associés composés aux 2/3 d'agriculteurs à la conception d'un véhicule de financement alternatif dédié au développement des PME avec une équipe pointue en matière d'innovation financière, en passant par la création d'une marque de lingerie féminine pour femmes opérées d'un cancer du sein...

Chacune de ces entreprises invente et met en place des solutions et des services en lien direct avec au moins un enjeu de société.

● La RSE au cœur

Ainsi les dimensions sociales, économiques et environnementales font partie des préoccupations premières partagées entre l'entrepreneur, l'équipe et les associés investisseurs. Il est donc nécessaire d'agir dans un esprit « social business » et de façon rentable en respectant les trois dimensions de la RSE. La dimension sociale, car elle nous incite à agir en faveur de la création de liens et de solidarités entre les personnes, c'est crucial. La dimension économique, car repenser nos manières de produire, de consommer et de partager la valeur créée est une nécessité. Cela exige parfois d'imaginer de nouveaux *business models* capables de répondre à ce défi. La dimension environnementale, car tirer mieux parti des ressources naturelles avec mesure, et sans abîmer la terre, est un impératif pour continuer à vivre.

Cette expérience d'investisseur m'apprend à vivre la relation et la confiance au cœur de l'expérience entrepreneuriale. Elle me permet d'être acteur de ma vie en développant une vision,

en affirmant une volonté, en osant entreprendre avec d'autres. J'ai la possibilité d'y exercer ma capacité à choisir et apprendre à dire oui ou non. Elle me donne l'opportunité de faire circuler ce que je gagne, de lui donner une utilité créatrice. Je peux oser prendre des risques pour construire, découvrir des personnes et des talents, construire des amitiés. Enfin, cette activité m'autorise à donner vie à des intuitions au travers de projets et de réalisations concrètes et à m'engager pour la performance d'un projet dans la mesure où il fait grandir autour de lui.

Sur un plan plus personnel encore, en participant à ces aventures de co-création inscrites dans une dynamique de vie, je me sens invité à grandir dans la foi et le don. ●

*Olivier
Tavignot*

Olivier Tavignot :
Conseil de dirigeants : centré sur l'accompagnement de personnes seules ou en équipes qui entreprennent, au sein d'un grand groupe, pour le compte de PME ou d'associations, ou encore pour eux-mêmes. Il a eu l'intuition de ce métier il y a douze ans, après huit ans passés en entreprise en Europe, principalement dans des missions de management et de restructuration.
Enseignant en Grande École : transmettre, dialoguer et réfléchir avec des étudiants, autour des pratiques de la décision, du leadership et de l'entrepreneuriat.





TÉMOIGNAGE D'UN SAUVETAGE D'ENTREPRISE

Prendre la barre dans la tourmente

Après plus de 10 ans passés à m'occuper avec un certain succès d'une PME industrielle dont j'avais conduit la restructuration puis la croissance, j'avais cédé cette entreprise à un groupe que j'estimais à même d'assurer son avenir. Je me sentais appelé vers d'autres horizons. Toujours dirigeant, je participais à l'intégration de cette entreprise dans le groupe et assurais progressivement ma succession. C'est pendant cette période de transition de 2 ans que je prenais plusieurs participations dans des PME de la région dont j'entendais accompagner le développement en tant qu'actionnaire minoritaire, aux côtés de leurs dirigeants...

L'une de ces entreprises était spécialisée dans la formation en alternance. J'avais été touché, dès les premiers contacts, par cette activité qui s'adressait essentiellement à des jeunes en difficulté scolaire, ou au chômage, et visait à leur apprendre un

métier. Dans le cadre de l'alternance, leur formation leur permettait de se familiariser avec le monde de l'entreprise. La plupart réussissaient ainsi à décrocher un diplôme, CAP, BEP, Bac Pro voire BTS et à obtenir après un ou deux ans un emploi stable. J'avais parti-

cipé à un tour de table avec un fonds d'investissement et le repreneur. La famille fondatrice, tout en ayant cédé 100 % du capital, restait en place.

● Des conflits d'intérêts

Dans cette position d'actionnaire minoritaire, pendant les deux premières années, les choses sont allées de mal en pis. D'une part, la mise en place lente et laborieuse des nouveaux contrats de professionnalisation, qui remplaçaient les précédents contrats de qualification, avait dégradé les comptes de l'entreprise. D'autre part, et surtout, la cohabitation entre la famille fondatrice et le repreneur se révélait conflictuelle. Je participais mensuellement, dans le cadre d'un comité de surveillance, au suivi de l'activité et nous essayions, avec les autres actionnaires, d'éclairer les choix du repreneur. Nous avons tenté d'impliquer le fondateur dans la gouvernance, mais en vain. En réalité, il semblait de plus en plus évident qu'il cherchait à déstabiliser le repreneur dans l'optique de reprendre l'entreprise à moindre prix ! Nous ne partageons aucunement avec lui sa vision de l'entreprise, « pourvoyeuse de main d'œuvre peu onéreuse pour les entreprises clientes ». Nous étions convaincus que le rôle essentiel de ce centre de formation était « d'accompagner les jeunes vers l'emploi, par la formation en alternance », un peu sur le modèle d'une école. Les « jeunes » devaient donc être le centre de nos préoccupations et les entreprises clientes devaient être pleinement associées – en tant que co-formatrices – dans un rôle de tutorat. Lorsqu'il devint clair que nous ne pourrions mener ce projet avec le fondateur et que la collaboration n'était plus possible, nous décidâmes de nous séparer de lui.

De l'autre côté, pour des raisons diverses, le repreneur ne pouvait plus faire face aux difficultés de l'entreprise, ni financièrement, ni psychologiquement. Les pressions, le stress, l'hostilité manifeste d'un certain nombre de collaborateurs l'ont décidé à « démissionner » de son rôle de dirigeant, tant et si bien que l'entreprise se retrouvait sans dirigeant et dans une situation très critique. D'un conflit entre

dirigeants, on débouchait sur un conflit social, sur fond de manipulations, intimidations et délits divers !

● Une entreprise en danger

Dans ce contexte, je me retrouvais « actionnaire minoritaire » d'une entreprise en déconfiture, entre un dirigeant démissionnaire et un fonds d'investissement dont la vocation lui interdisait toute implication dans la gestion de l'entreprise. En même temps, il m'apparaissait clairement que, dans ce contexte précis, nous ne parviendrions pas à recruter un dirigeant rapidement. Aussi, un dilemme se posa soudain à moi : devais-je en prendre la direction ou devais-je ne pas en prendre la direction ? J'avais personnellement d'autres projets en cours et je ne connaissais pas de façon opérationnelle le secteur de la formation, mais cette question se posait à moi... et à moi seul ! Je m'y refusais... Je n'avais pas vraiment d'enjeu financier à « défendre ma participation ». Elle était peu significative. Mais j'avais conscience que mon refus condamnait l'entreprise. Sous la pression du conflit social qui durait depuis huit jours, au terme d'un week-end de discernement et avec la confirmation de mon accompagnateur spirituel et de mon épouse, je décidais de me jeter dans la fosse aux lions ! Pour moi, qui souhaitais « accompagner les entreprises dans le sens de leur mission », c'était une façon d'être fidèle à ma vocation professionnelle. Je disposais d'une expérience de direction de PME, de moyens financiers suffisants et d'une idée assez claire du rôle de cette entreprise de formation.

Les épreuves et le travail n'ont pas manqué depuis ce jour ! Les premiers jours ont été particulièrement angoissants et les mois suivants souvent désespérants... J'y ai consacré l'essentiel de mon temps, et j'ai dû depuis investir de façon significative, m'y impliquant « corps et biens » ! À l'heure actuelle, l'entreprise reste lourdement déficitaire, avec plusieurs dossiers judiciaires en cours, mais quelques signes d'espoir se font jour. Je ne retracerai pas ici, par le détail, mes 18 mois d'activité et les nombreuses péripéties

*Ce qui prime,
c'est la cause
que servent
les entreprises,
le rôle qu'elles
accomplissent,
et il faut
parfois savoir
donner sans
trop compter
pour
le permettre.*



JAMES THEW - FOTOLIA.COM

intervenues depuis cette décision, mais j'en relaterai simplement quelques éléments saillants.

Ce qui m'a servi de repère dans mes choix et de motivation principale, c'est la conviction profonde que la vocation de cette entreprise méritait tous ces efforts, et même le risque d'échec : quoi de plus précieux que d'aider des jeunes, souvent en situation difficile, à apprendre un métier et à obtenir un emploi stable ? Ce qui prime, c'est la cause que servent les entreprises, le rôle qu'elles accomplissent, et il faut parfois savoir donner sans trop compter pour le permettre, tout au moins si l'on considère que cela a du prix.

Le choix du combat

Dans les moments les plus difficiles, c'est en repensant à ma décision initiale et à ces motivations profondes que je résistais à l'idée de renoncer : le combat est avant tout d'ordre spirituel. Le mal existe et il s'invite bien sûr dans le champ économique ; une juste cause me semble justifier des combats à mener, même s'ils sont particulièrement rudes et éprouvants. Je n'avais pas vécu une expérience aussi forte auparavant et j'ai éprouvé des doutes à plusieurs reprises : tout cela en vaut-il vraiment la peine ?

D'autres m'ont posé cette même question. Mes collaborateurs identifient aujourd'hui

Le mal existe et il s'invite bien sûr dans le champ économique ; une juste cause justifie des combats à mener.

clairement les différentes façons dont nous pourrions exercer la même activité, avec des pratiques et des motivations très éloignées des nôtres : non-respect des candidats, émargements fictifs et absence de formation, contenus pédagogiques pauvres, absence d'accompagnement, absence de tutorat, défaut d'inscription aux examens, etc...

A contrario, nous nous efforçons progressivement de mettre en œuvre tout ce qui est susceptible d'aider nos salariés en formation à progresser et à intégrer le monde de l'entreprise. Cela devient une source de motivation et d'estime de soi pour l'ensemble des collaborateurs activement impliqués dans cette démarche. C'est aussi une façon de témoigner de ce à quoi nous sommes attachés.

Même si je dirige seul cette entreprise dans la tourmente, je suis accompagné par mes coactionnaires (et par bien d'autres personnes, conseils ou proches, quelquefois à leur insu) ; quasi mensuellement, nous faisons le point avec mes actionnaires sur la situation, les questions qui se posent, les réflexions à mener, les décisions à prendre. Ils me permettent de confirmer mes choix, de remettre en cause certains autres,

d'objectiver les événements et la situation de l'entreprise. Je pense que cela constitue une aide très précieuse. Nous avons tous besoin d'être soutenus dans les épreuves et nous ne pouvons les traverser seuls. Je n'en aurais pas eu la force. Il faut s'organiser en conséquence, et c'est pour moi un choix en soi que de vouloir et d'accepter d'être accompagné. La configuration actuelle du capital pourrait m'en dispenser.

Enfin, je ne sais pas comment se terminera ou évoluera cette aventure économique et humaine, mais j'ai le sentiment que mon devoir est aujourd'hui de poursuivre les efforts entrepris pour pérenniser et consolider cette

activité. Il est possible que de nouvelles options se fassent jour, au fur et à mesure que notre activité se poursuit, et que d'autres personnes ou structures puissent prendre en temps voulu le relais. J'ai indiqué à tout le personnel, lors d'une réunion il y a quelques mois, que nous pourrions être heureux, dans cinq ans, de regarder en arrière le chemin parcouru, les difficultés surmontées, et de laisser une entreprise en marche qui contribue à l'accès à l'emploi d'un millier de personnes par an. Garder cette idée à l'esprit permet de tenir bon et « fait sens » pour tout le monde. ●

Antoine

Vie d'équipe : Miser sur l'avenir

👉 En cette période de crise annoncée et d'incertitudes pour l'avenir, saurons-nous vivre les transformations en misant sur l'avenir ?

1^{er} temps Questions

Investir ou s'investir ?

Sens de l'investissement, dans quoi, pour quoi, pour qui ? Pourquoi investissons-nous ? Pour nos enfants, la transmission, la retraite ?

Pour être rassurés ? Prenons-nous des responsabilités associatives, sociales, ecclésiales ? Quel équilibre dans notre vie familiale, associative, professionnelle ?

Quelles sont nos sources d'espérance ?

Quelle perception avons-nous des situations, de nous-mêmes ?

Quelle image donnons-nous ? Positive ou négative ? Il y a des personnes avec lesquelles nous nous sentons bien et rassurés. Sommes-nous de celles-là ?

À quelles personnes pensons-nous ? Sommes-nous communicatifs ?

Comment nous préparons-nous

à vivre l'avenir ? Osons-nous investir

dans du lien, faire confiance ? Dans

quoi investissons-nous temps ou argent ?

2^{ème} temps Temps de lecture

La parabole des talents Mt 25 14-30

3^{ème} temps Temps de méditation

En pensant aux plus faibles (handicapés, chômeurs, personnes isolées).

4^{ème} temps Comment rendre service ?

Suivre des étudiants loin de chez eux, alphabétisation.

Argent : embaucher pour des petits travaux chez soi ou dans l'entreprise.

Économie sociale : don aux œuvres, investissement dans les « cigales », dans une « tontine » pour financer des jeunes et permettre le remboursement de prêts aux créateurs d'entreprise, création ou partage d'activité.

Comment faisons-nous pour que des projets soient possibles ?

Avons-nous du « culot » ? Le désir d'avancer coûte que coûte ?

Comment prenons-nous du recul et donnons-nous sens à notre vie ?

Quels sont nos besoins ? Sommes-nous prêts à les réduire ? À prendre le risque d'un travail non salarié ?

Croyons-nous que ce que nous faisons, ou ce que nous sommes, portera du fruit ultérieurement, même si nous ne le voyons pas aujourd'hui ? Acceptons-nous l'idée d'un échec possible de nos tentatives ?

5^{ème} temps Conclusion

L'un des membres de l'équipe conclut qu'il n'est pas impossible que Dieu nous apporte récompense à la suite de l'un de nos « investissements ». Exemple : après avoir réconforté une collègue endeuillée, il a reçu beaucoup d'amitié de sa part. Il ne nous appartient pas toujours d'évaluer le retour sur investissement. Mais c'est à nous d'être réceptifs et de remercier le Seigneur des joies dont nous pouvons être comblés.

L'équipe Enfant de Marie

UNE INVITATION À LA JOIE

Retrouver l'espérance

Cette année, les nominations aux Oscars du cinéma nous permettent de découvrir *Slumdog Millionnaire* de Danny Boyle, tourné dans les taudis de Mumbai en Inde et dont les acteurs sont pour partie des jeunes issus de ces mêmes bidonvilles. Ce qui ressort de ce film, selon les critiques, c'est d'abord la soif de vivre et la joie dont témoignent ces jeunes. Pour ma part, je peux y lire comme une parabole, qui ne fait que nous montrer comment aujourd'hui se vivent les quelques lignes de la lettre de Saint Pierre qui accompagne cette page. Mais aussitôt, une question se pose : pourquoi pas nous ?

On nous parle beaucoup de crise, une crise qui a commencé par être financière, puis qui, petit à petit, s'est étendue aux autres secteurs de la vie socio-économique. Il en résulte un climat d'inquiétude et de morosité, comme si d'un coup la vie devenait trop lourde pour tous et chacun, et cela à une échelle quasi planétaire. Si l'on suit le Concile Vatican II : « les joies, les espoirs, les tristesses et les angoisses des hommes de ce temps sont aussi ceux des disciples du Christ, et il n'est rien de vraiment humain qui ne trouve écho dans leur cœur » (*Gaudium et Spes*). Ce qui me conduit à dire que pour nous, chrétiens, cette crise est aussi une crise spirituelle. Qu'en est-il alors de notre vocation de témoins du Christ ? Certes, nous communions fortement à ce qui fait la vie des hommes en ce moment, mais comment y apportons-nous notre marque ? Comment rendons-nous compte de l'espérance qui a été semée dans nos cœurs ?

Une leçon d'Évangile

On peut dire que les jeunes des bidonvilles indiens nous donnent une leçon d'Évangile. Ou plutôt que Dieu aujourd'hui, par eux, nous dit quelque chose de l'homme et de notre vocation de chrétiens. La première chose que nous pouvons retenir est une façon de se situer dans l'existence, une relation aux autres et aux événements, à la vie telle qu'elle vient.



Sorti le 14 janvier 2009, *Slumdog Millionnaire* présente la vie d'un jeune Indien des bidonvilles de Mumbai qui s'appête à devenir millionnaire grâce à un jeu télévisé. Un regard sur la pauvreté et l'humanité.

Pour nous, cela commencera peut être tout simplement par un changement de regard... Et nous savons que cela va de pair avec un mouvement de conversion. Mouvement qui n'est jamais instantané, qui souvent même est l'œuvre de toute une vie. Au plan social, par notre témoignage ainsi rendu, ce peut être notre façon de participer au changement de mentalité auquel nous invite la charte du MCC.

Il ne s'agit en aucun cas de nier la crise et ses effets, mais, bien au contraire, signifier qu'à notre niveau de responsabilité nous y pouvons quelque chose. L'attitude du Christ dans l'Évangile nous apprend à regarder la vie en face et à lutter contre ce qui blesse l'homme. Et c'est bien au cœur de sa passion, dans un contexte des plus éprouvants, au fil du discours après la Cène, qu'il nous invite à la joie. Parole forte s'il en est, mais comment ne pas remarquer qu'elle est en lien avec le commandement nouveau celui qui fonde la communauté : « Aimez-vous les uns les autres comme je vous ai aimés ». Ce qui, comme on l'a souvent noté, est lourd de conséquence, il s'agit de rien moins que du don de soi pour les autres, comme le Christ...

Retrouver l'espérance

Nous retrouverons là le fil de l'espérance redécouverte auprès de nos jeunes Indiens. L'espérance mise en l'autre, pouvoir s'appuyer sur quelqu'un. Une espérance qui, au milieu



Le joies, les espoirs,
les angoisses des
hommes de ce temps
sont aussi ceux des
disciples du Christ...

des vicissitudes du monde, retrouve l'importance de l'homme. Ainsi dans nos responsabilités nous donnerons du sens aux relations vécues dans le monde du travail, nous porterons des choix éthiques qui permettent de valoriser chacun. L'espérance devient alors une construction dans laquelle chacun trouve sa place, une construction qui au jour le jour révèle l'humanité à elle-même.

Benoit XVI dans son encyclique *Spes Salvi* ne disait pas autre chose : « Dieu est le fondement de l'Espérance – non pas n'importe quel Dieu, mais le Dieu qui possède un visage humain et qui nous a aimés jusqu'au bout ». Il nous appartient aujourd'hui dans ce monde où nous sommes de donner visage à ce Dieu, d'honorer ce que le baptême a fait de nous : d'autres Christs. Comme Jésus nous trouvera là où l'homme souffre : « souffrir avec l'autre, pour les autres, souffrir par amour de la vérité et de la justice ; souffrir à cause de l'amour et pour devenir une personne qui aime vraiment – ce sont des éléments fondamentaux d'humanité, leur abandon détruirait l'homme lui-même ». Aujourd'hui, c'est bien cette « espérance qui nous donne le courage de nous situer du côté du bien, même là où cela semble sans espérance »... ●

Christian Mazars



F. GEOFFROY - FOTOLIA.COM

« Il nous appartient aujourd'hui dans ce monde où nous sommes de donner visage à ce Dieu, d'honorer ce que le baptême a fait de nous : d'autres Christs. »

« Qui vous fera du mal, si vous vous montrez zélés pour le bien ? Bien plus, au cas où vous auriez à souffrir pour la justice, heureux êtes-vous. N'ayez d'eux aucune crainte et ne soyez pas troublés ; mais sanctifiez dans vos cœurs le Christ qui est Seigneur. Soyez toujours prêts à justifier votre espérance devant ceux qui vous demandent compte. Mais que ce soit avec douceur et respect, en ayant une bonne conscience, afin que, sur le point même où l'on vous calomnie, ceux qui décrient votre bonne conduite en Christ soit confondus.

1 Pierre 3/13-16

TÉMOIGNAGE

Accueillir au MCC...

➤ À la lumière de quelques années d'expérience au service de l'accueil au MCC Paris, je peux livrer le récapitulatif de cette mission... Quelques pistes pour aider à comprendre comment se passe l'accueil des personnes qui souhaitent s'engager au MCC. Je ne parlerai ici que des « aînés » car les jeunes professionnels à Paris bénéficient d'un régime particulier.

Ceux et celles qui souhaitent entrer au MCC sont d'origines diverses, tant par leur situation personnelle (couples ou une personne du couple, célibataires, veufs et veuves, divorcés...) que professionnelle (des personnes en situation de responsabilités comme des personnes en recherche d'emploi). Viennent aussi des personnes qui, tout en ne se reconnaissant pas chrétiennes, désirent en faire partie ; car elles partagent le même engagement au service de l'homme et de la société et sont prêtes, ainsi que le dit la Charte, « à y mettre le prix »... La moyenne d'âge de ces personnes se situe entre la trentaine et la cinquantaine. Je n'ai pas reçu de retraités qui souhaitent entrer au MCC. Ces personnes ont connu l'existence du MCC par différents media, le secrétariat rue de Varenne, le site Internet MCC, la paroisse, le bouche à oreille, le journal Responsables, une information relevée par hasard lors d'une retraite, d'un forum d'associations... Les motivations des futurs adhérents « Je cherche à unifier ma vie, à mettre en cohérence les différents domaines de mon existence, ma vie intérieure et ma vie professionnelle, sociale, familiale... » « Je constate et je vis au travail un individualisme forcené, un collectif exclusivement au service de la performance et de l'efficacité, dans un volontarisme tendu... J'aspire

à renouer avec le sens de la rencontre, à accueillir l'autre et à être accueilli sans objet, gratuitement... » « Je souhaite réfléchir et travailler sur la place de l'Homme dans les situations et les responsabilités liées à la vie professionnelle, partager avec d'autres mon vécu professionnel, échanger sur des questions de société. » « Je désire actualiser la Parole de Dieu dans ma vie, trouver des repères, des raisons d'espérer. » « Je voudrais partager ces questions dans un climat de respect et d'écoute, de confiance et d'amitié... Trouver un lieu de convivialité... »

Outils et « équipements », que propose le MCC :

Un chemin sur lequel je peux marcher en solidarité et en confiance avec d'autres, en recherche de lumière, de vérité, de paix, de pardon aussi... pour découvrir ma vocation propre. Un lieu d'écoute et d'accueil fraternel de l'autre, dans le respect de son altérité, de ses différences, de ses faiblesses et de ses doutes, de son désir de conversion. Un lieu qui autorise à se découvrir, dans le sens de « se mettre à découvert », en vérité. Une équipe où l'on s'exerce à la relecture de vie, au discernement, à l'échange et au partage, dans une disposition d'accueil de la Parole de Dieu. Une cellule d'Eglise, en lien avec

l'Église locale. Un tremplin pour l'engagement au service du prochain, de la cité, de la famille humaine. Un lien multiforme avec les autres équipes qui toutes ensemble font mouvement. Un journal, *Responsables*.

L'intégration au MCC

L'intégration au MCC se fait selon certaines règles préétablies, la cooptation ne doit pas être systématiquement la règle. Dans tous les cas, le (la) responsable de l'accueil doit être informé(e) des mouvements d'accueil ou de défection au sein des équipes. Le processus est néanmoins différent selon que la personne a déjà fait partie du MCC ou non. Les personnes qui ont pris contact avec le mouvement (secrétariat, membres...) se sont vu donner mes coordonnées personnelles en vue d'un rendez-vous pendant lequel nous échangeons sur les motivations du « demandeur » et ce que propose le MCC (charte, esprit...) afin de déceler l'adéquation entre ces aspects. Un temps de réflexion est pris pour analyser le contenu de l'entretien avant de décider d'intégrer ou non le Mouvement.

La mise en équipe

Elle se fait selon diverses modalités par le biais des responsables de secteurs, ou d'équipes, ou au vu, un peu arbitraire, de la liste globale



Ancienne enseignante en anglais, **Véronique Olgne** est accompagnatrice spirituelle d'équipe à Paris. Elle est membre du MCC depuis 40 ans.

Parfois, enfin, je décide de ne pas accepter la demande d'adhésion au MCC de quelqu'un dont les motivations personnelles ne me semblent pas intimement compatibles avec une vie d'équipe au MCC, risquant de la mettre en danger, de la déstabiliser, voire de la désintégrer. C'est une décision difficile à prendre, mais que j'expose toujours dans la prière à l'Esprit-Saint, comme d'ailleurs en préalable à toute rencontre avec un nouveau.

Conclusion

Ce service d'accueil au MCC a suscité en moi beaucoup d'émerveillement, vis-à-vis des personnes envoyées, de reconnaissance à l'égard de tout ce que le Mouvement offre à ses membres, et de vigilance dans la mise en œuvre de l'engagement de chacun au sein de l'équipe et du Mouvement. C'est une responsabilité dans laquelle j'ai pu réellement exercer ma foi et la vérifier, en vue de la croissance du MCC. La collaboration avec les responsables de secteurs au sein de l'équipe régionale, avec l'aumônier régional, le secrétariat du MCC a été pour moi infiniment précieuse dans l'exercice de ma mission. Le soutien et la disponibilité des responsables d'équipes et de tous les amis de la rue de Varenne m'ont convaincue que l'accueil au MCC concerne chacun, à tous les niveaux.

Véronique Olgne

des équipes de Paris

- 1^{er} cas, une équipe a besoin de renforts, je m'emploie, avec le responsable, à accorder l'offre et la demande, sachant que l'arrivée d'un « nouveau » va forcément obliger celui-ci à un effort d'intégration et les membres de l'équipe à un « déplacement » afin que la greffe prenne et que la vie de l'équipe en soit revivifiée.
- 2^{ème} cas, l'afflux de nouveaux me permet d'envisager la création d'une nouvelle équipe.
- 3^{ème} cas, plusieurs équipes très allégées nécessitent des regroupements dans lesquels le nouveau est concerné.

Dans les trois cas, le responsable d'équipe et le sympathisant se mettent en relation directe et voient entre eux les meilleures modalités d'entrée dans l'équipe.

(Je reste en contact pour suivre l'intégration et en faire part aux responsables de secteur).

Cas de refus ou d'échec

Selon la motivation des personnes, le MCC correspond plus ou moins bien à leurs attentes : Certaines personnes ont des aspirations plus spirituelles (j'oriente vers CVX, ou l'Emmanuel, ou les communautés saint Jean, ou les équipes Notre-Dame pour les couples.) D'autres manifestent davantage un désir d'action caritative ou sociale, je leur propose des associations caritatives, humanitaires ou orientées vers la politique ou le syndicalisme... D'autres ont plutôt un profil et des requêtes « entrepreneuriales ». Je leur suggère les EDC (Entrepreneurs et Dirigeants Chrétiens).

AU CÔTÉ DES CHRÉTIENS « DANS LA MAISON DE L'ISLAM »

Congé solidaire en Algérie

Partir deux semaines en vacances en assurant un service d'Eglise dans un pays où elle est ultraminoritaire mais témoigne de la présence du Christ auprès du Peuple algérien : une façon « solidaire » de vivre ses congés.

Christel Koehler témoigne.



Christel avec les religieuses augustines à Notre Dame d'Afrique (à gauche), avec Christophe Ravanel et un volontaire du programme de JP venant à Alger (à droite).

Ce séjour en septembre à Alger répondait à un appel lancé depuis 2003 par les jésuites d'Algérie pour faire venir des volontaires pendant leurs vacances. Je souhaitais en effet assurer un service d'Eglise dans un pays « du Sud », plus particulièrement au côté de communautés chrétiennes dans un pays musulman.

J'ai coaché des étudiantes sur leur mémoire dans une bibliothèque universitaire tenue par les jésuites plusieurs matinées par semaine. Ne connaissant rien de leur domaine, mon aide a porté sur la qualité de la rédaction et du français ainsi que sur la méthodologie. Tous les après-midi, j'assurais une permanence à la Basilique Notre Dame d'Afrique pour accueillir et guider les visiteurs mais aussi pour veiller à la sérénité et à l'intégrité du lieu. J'ai été très touchée de voir de nombreux musulmans venir se recueillir ou mettre des cierges pour prier « Lala Mariam ». Enfin, j'ai aussi

aidé ponctuellement dans une bibliothèque ouverte par des augustines. Ces activités m'ont permis d'être au contact de la population algérienne et de nouer des échanges empreints de gentillesse et d'hospitalité de sa part.

Je logeais chez les augustines à côté de Notre Dame d'Afrique. Cette congrégation, d'origine espagnole, est un peu chez elle en Algérie puisque fidèle à la spiritualité d'un natif du pays, saint Augustin. J'ai pu apprécier l'environnement multiculturel de cette communauté composée de religieuses espagnoles, chilienne et indienne. J'ai aussi aimé la gaieté et la chaleur méditerranéenne de leur accueil. Tout cela dans un français véhiculaire... Exotique !

Une petite Église cosmopolite

La diversité de la toute petite Église d'Algérie m'a d'ailleurs frappée. Elle est composée de Français, certes, mais d'une majorité de religieux et religieuses indiens, espagnols, italiens, albanais, japonais, philippins, polonais... Sans compter des mouvements de laïcs tels que les Focolari italiens ou des charismatiques brésiliens... Et quelques chrétiens

algériens qui vivent leur foi dans une très grande discrétion. Ce petit nombre n'empêche pas ses membres d'être témoins du Christ au milieu de leurs frères musulmans, malgré tout.

Car la communauté chrétienne a beaucoup souffert pendant ce qu'il faut bien appeler la guerre civile des années noires de la décennie 90. Dix-neuf prêtres, religieux et religieuses ont été assassinés. J'en ai côtoyés qui ont vu leurs sœurs tuées sous leurs yeux ou ont échappé eux-mêmes à un attentat. Heureusement, ces événements tragiques ont eu lieu il y a plus de douze ans maintenant et je prie pour qu'ils soient définitivement passés. Il n'en reste pas moins que si les persécutions sont plutôt actuellement de l'ordre de tracasseries administratives ou d'attaques verbales, la vie est dure pour les chrétiens très isolés parmi une population musulmane également en butte à la pauvreté et aux blocages de la société. Je voue donc une profonde admiration à ces hommes et femmes qui témoignent du Christ tout en assurant un service éducatif, médical ou social en solidarité avec les habitants du pays.

Pays dont il faut, sur un mode plus léger, souligner la beauté des paysages, la douceur du climat, la richesse culturelle depuis les temps antiques, l'esthétique « d'Alger la Blanche », les plages et les soirées du Ramadan les plus branchées !

« Notre Dame d'Afrique, priez pour nous tous, chrétiens et musulmans ».

Christel Koehler

**COLLECTE
SOLIDAIRE**

Carême 2009

**ELLE CULTIVE
VOTRE DON.**

**AVEC LE CCFD-TERRE SOLIDAIRE,
ACCOMPAGNONS LES PLUS DÉMUNIS
DANS 80 PAYS.**

www.ccfid.asso.fr

4 rue Jean Lanflier - 75001 Paris - Tél 01 44 82 80 00



COMITÉ CATHOLIQUE CONTRE LA FAIM ET POUR LE DÉVELOPPEMENT

Réhabiliter l'humain...

Jean-Paul Maréchal, maître de conférences à l'université de Rennes, montre comment, peu à peu, les économistes ont imposé une grille de lecture ultra simplificatrice, à prétention universelle : seul le marché fonctionnant librement et sans contraintes peut accroître la richesse produite. Protection sociale et services publics sont alors considérés comme des obstacles à l'efficacité économique et ont été démantelés. Le travail humain s'est trouvé marchandisé progressivement et chômage et bas salaires résulteraient uniquement d'imperfections de la concurrence !

Après deux chapitres où l'auteur

brosse le tableau des « vérités » d'aujourd'hui qui nous ont conduits à l'impasse que nous vivons, il nous propose des solutions. Il s'agit de réhabiliter l'humain dont la logique est autant sociale et tournée vers la nature qu'économique. Le vivant est complexe, riche de potentialités si on ne le simplifie pas outrageusement. Il n'y a pas de frontière étanche entre l'économique et le reste de l'humain. Le rôle de l'économie est d'assurer pour tous la couverture des « coûts de l'homme » (lutte contre la mortalité, prévention et soins, instruction et loisirs minimum). Il est possible d'assurer un emploi à chacun en poursuivant la diminution du temps de travail

(en 150 ans il a diminué de moitié quand la richesse a été multipliée par 8). Le développement de l'économie solidaire permet de créer à la fois richesse, emploi et lien social. Enfin, un revenu garanti (RSA ?) fera reculer la tyrannie de la nécessité. Cette nouvelle organisation sociale permettra enfin à chacun d'avoir sa place dans la société et de pouvoir y être actif.

Bernard Chatelain

**Humaniser
l'économie,**

Jean-Paul Maréchal

DDB, 2008,

276 pages, 25 €



Une craquante modernité



**L'open space
m'a tuer,**

Alexandre des
Isnards et Thomas
Zuber, Hachette
Littératures,
2008, 16,50 €,
213 pages
www.lopenspacem
atuer.com

Les jeunes cadres au bord de l'explosion ? Tel est le propos de ce court livre qui vous invite à la découverte d'un open-space (entendre bureau paysager ! NB : un glossaire se trouve en fin de l'ouvrage) et surtout des malheurs des jeunes professionnels qui le peuplent. Il déroule ainsi une vingtaine de saynètes, comme autant de situations vécues dans différentes entreprises, avec un humour cynique et décapant : « CrackBerry » pour dénoncer les méfaits du BlackBerry que l'on ne sait plus éteindre, « Week-end de démotivation » pour présenter la mécanique des WE « teambuilding » (entendre construire l'esprit d'équipe...) Vous y retrouverez beaucoup de situations que vous pouvez connaître : ce que vous vivez

vous-mêmes, ce que vivent vos amis ou vos enfants... Pourtant, ce livre pose question : il ne suffit pas de présenter avec cynisme et critique un système dont nous sommes tous plus ou moins responsables. En matière de management, l'imagination reste sans limites. Dénoncer, comme le font les auteurs, les situations modernes de management en faisant reposer l'entière responsabilité sur les entreprises et les directions, n'est-ce pas présenter le salarié comme victime du système ? Il semble qu'il existe pourtant encore, à mon sens, des lieux de dialogue social pour construire des entreprises plus humaines. Un partage en équipe MCC autour de ce livre me semble une belle expérience à vivre pour aller au-delà de la

critique et discerner comment chacun peut aussi être acteur d'une entreprise qui ne tue pas, mais qui crée et invente. Chaque chapitre peut faire l'objet d'un échange fructueux. Par exemple, le chapitre « Sois entrepreneur de ta carrière » traite de la fidélité à l'entreprise, la conclusion indique : « Avant, ils (NDRL : les jeunes), étaient prêts à se sacrifier pour l'entreprise, maintenant ils ont des exigences à peine arrivés. Les jeunes ne sont pas plus fainéants qu'avant. Ils sont lucides de plus en plus tôt. » Pourquoi ne pas partager en équipe autour de ce qui nous motive vraiment pour durer ou changer dans une entreprise, dans un poste ? Où mettons-nous la limite de notre engagement ?

Claire Collignon

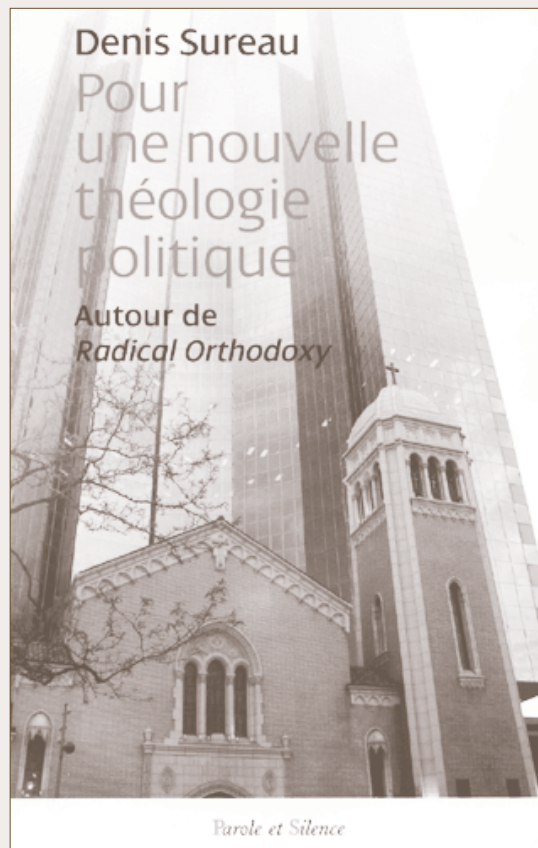
Rencontrer l'espérance...

Il n'est pas rare d'entendre, y compris dans l'Église, que les Français, en particulier les jeunes générations, ne s'engagent plus au service des plus pauvres et désertent les églises. Le Père Antoine Sondag, accompagnateur d'une équipe MCC, offre dans ce livre un autre regard sur la solidarité. Après avoir rappelé pourquoi et comment l'Église défend l'option prioritaire pour les pauvres, il confronte sa double expérience au Secours Catholique et en tant que prêtre. Une expérience qui montre qu'exercer la solidarité, donner aux plus pauvres du temps, de l'énergie ou de l'argent est souvent une manière pour des hommes et des femmes de rencontrer l'espérance chrétienne. D'abord, parce que la vie associative de l'Église est très dynamique et occupe des espaces désertés par l'État ou le marché. Ensuite, parce que les chrétiens engagés pratiquent « le silence de la charité » que définit Benoît XVI dans « Deus Caritas est » : « La charité ne doit pas être un moyen au service de ce qu'on appelle aujourd'hui le prosélytisme. L'amour est gratuit... » (§31). Enfin parce que, dans une société qui aurait tendance à l'oublier, l'Église rappelle que « c'est le don qui crée la société. Le marché ne crée pas la société, mais il la présuppose. » Cette expérience du don reste fondamentale pour tout humain. Porteuse du sens de son existence, elle le révèle souvent à lui-même comme être en relation, avec toutes les joies et difficultés de cette aventure humaine du lien aux autres. La solidarité est un chemin de spiritualité car elle fait percevoir l'espérance chrétienne : celle d'une résurrection à notre mort de notre être tout entier et d'une transfiguration des relations qui le constituent.

Claire Collignon



**La solidarité,
chemin de
spiritualité,**
Antoine Sondag,
Editions Salvator,
2008, 200 pages,
17,50 €



Radical !

Pour ces « radicaux orthodoxes », anglo-saxons pour la plupart, le monde est malade de la sécularisation, et seule une critique « radicale », théologique, permettra de trouver les chemins pour en sortir... L'Église, par souci de rapprochement avec « le monde » n'a pas réussi à contrer les stratégies de la raison séculière, et une lecture « sécularisante » de Gaudium et Spes a eu des conséquences dévastatrices car il est impossible de comprendre l'identité de l'homme hors de sa relation au Christ. Un humanisme purement séculier est donc, selon eux, voué à l'échec. Alors les théologiens de « Radical Orthodoxy » prônent l'abandon de l'enfouissement des chrétiens dans le monde, un réveil de la chrétienté, un renouveau de la morale par une foi vécue dans des communautés stables et locales, une économie domestique et des États chrétiens. Ils ne croient plus à une loi naturelle qui fonderait les droits de l'homme... Est-ce réellement la théologie politique du XXI^e siècle (Benoît XVI en semble très proche) ou une crispation sur un passé révolu ?

Bernard Chatelain

Pour une nouvelle théologie politique
Autour de Radical Orthodoxy, Denis Sureau
Parole et Silence, 2008, 172 pages, 17 €

ÉDITO

Alors que certains sont déjà privés de la dignité de pouvoir vivre décemment, et ce parfois de génération en génération, d'autres, à cause de la crise et des guerres, comme au Proche-Orient, sont précipités dans la même situation. Il est urgent que tout soit mis en œuvre pour que les résolutions de l'ONU soit appliquées, en particulier la 242 sur le retrait des troupes israéliennes des territoires occupés et sur le droit pour chaque état de vivre en paix à l'intérieur de ses frontières. Face aux circonstances où des hommes basculent dans la misère, comme face aux causes qui les y maintiennent, il est urgent et possible de tracer de nouvelles perspectives (voir parutions, agenda), d'explorer de nouvelles manières d'orienter la finance et de les consolider comme l'illustrent les activités de la SIDI et notamment l'article de Guy Dequeker sur « la difficulté d'entreprendre en Palestine ».

Thierry de Somer d'Assenoy

ZOOM

La difficulté d'entreprendre en Palestine

En Palestine, seules quelques institutions de micro finance travaillent encore en Cisjordanie, celles de Gaza ayant cessé leur activité.

L'association Arab Center for Agricultural Development (ACAD¹) accorde des prêts aux paysans et petits entrepreneurs ruraux, à travers 7 antennes. Mais elle est confrontée à une problématique et un dilemme très particuliers. Un organisme soutenant la micro ou petite entreprise assume le risque de se tromper sur la qualité du projet soutenu : qualité de l'entrepreneur, pertinence du couple produit-marché. En Palestine occupée, s'y ajoute un risque tenant justement à cette occupation : que faire si le camion de tomates est bloqué 2 jours à un check-point (il y en a 630 sur un territoire grand comme l'Oise) : la récolte, le travail du paysan sera perdu, sans que la qualité du projet soit en cause. Nos partenaires palestiniens appellent cela pudiquement le « risque contextuel ».

Travaillant en Palestine depuis plus de 15 ans, la SIDI est reconnue par l'Union Euro-

péenne comme y étant actuellement le seul investisseur social européen. Elle accompagne ACAD depuis près de 8 ans, et a participé à l'analyse des effets de la situation politique sur le portefeuille d'ACAD via une enquête sur son rayon d'action. D'où l'idée de créer un fonds de garantie spécifique du « risque contextuel ». Il a été constitué auprès de l'Arab Bank de Ramallah par la SIDI et la Fondation UnSolMon (Barcelone), d'un montant actuel d'environ 167 000 euros.

Les dossiers dont le remboursement a été rendu impossible par un tel risque sont instruits par un cabinet de conseil indépendant à Ramallah. Il soumet ses conclusions à la SIDI, gestionnaire du fond pour le compte des organismes financeurs.

L'existence de ce fonds de garantie change profondément l'état d'esprit des agents de crédit chez ACAD. Ils adoptent une attitude moins prudente, et peuvent dès lors risquer l'équivalent de 1,4 M de prêts en plus de l'activité précédente !

On comprend l'enjeu pour les paysans et

petits entrepreneurs : débarrassés de l'angoisse des conséquences d'évènements sur lesquels ils n'ont pas de prise, ils peuvent continuer à entreprendre pour faire vivre leur famille malgré le contexte difficile.

Pour couvrir aussi le portefeuille des autres institutions de micro finance palestiniennes, ASALA et FATEN, il faudra amener le fonds de garantie à 500 000 euros d'ici fin 2009.

Guy Dequeker, MCC Lille et Président d'Épargne Solidarité Développement

¹ ACAD a été créé en 1993. Il est dirigé par Samir BARGHOUTI, qui a récemment animé une rencontre à Dunkerque dans le cadre des 25 ans de la SIDI. ACAD dispose d'un fonds de crédit de 2 millions d'euros qui a été financé par l'Union Européenne. Il a son siège à Ramallah et des antennes à Naplouse, Hébron, Jénine, Gaza, Jericho, Qalqyia. ACAD est une association, mais veut pérenniser son rôle en adoptant un statut mieux adapté.

ACAD est accompagné par la SIDI- Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement- depuis l'an 2000. La SIDI www.sidi.fr est une filiale du CCFD. Le MCC et l'USIC en sont actionnaires, ainsi que des membres du MCC, et bien d'autres personnes, à titre individuel.

DES DONNÉES CHIFFRÉES QUI NOUS QUESTIONNENT

Épargne solidaire : donnons des moyens au micro-crédit

A une époque où la finance semble devenue folle, nous avons l'occasion de donner du sens à notre épargne en devenant actionnaire de la SIDI.

Créée en 1983 par le CCFD, la SIDI (Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement) est une S.A. classique investissant dans des organismes locaux de micro-finance. Ceux-ci peuvent ainsi faire des prêts aux plus pauvres qui désirent créer ou développer leur propre activité économique, mais sont exclus des services bancaires de leur pays faute de garanties, de taille suffisante ou de proximité.

Les principes d'intervention de la SIDI ?

Ce sont ceux du CCFD dans son dernier rapport d'orientation :

- placer l'homme et tout l'homme au centre des préoccupations et faire de la destination universelle des biens un point de repère central pour notre action de solidarité,
- l'option préférentielle pour les pauvres est la clé de voûte de l'action de développement,
- lutter contre les causes structurelles de la pauvreté et des inégalités et promouvoir un monde où chacun pourrait vivre dignement et agir pour le bien de tous.

Après 25 ans d'investissement solidaire, les résultats atteints par la SIDI sont déjà significatifs et reconnus.

Depuis sa création, elle a développé, dans plus de 40 pays en Afrique, Amérique latine, Europe de l'Est et Asie, des partenariats avec plus de 60 institutions locales de financement et d'accompagnement de micro-entreprises agricoles, artisanales et commerciales : associations, mutuelles, banques solidaires, organisations de producteurs, coopératives d'épargne et de crédit...

En 2007, le réseau des partenaires de la SIDI a octroyé à des micro-entrepreneurs plus de 1 million de prêts, de 50 à 5 000 euros. Elle est aujourd'hui la plus grosse ONG française d'investissement solidaire à l'international.

Actionnaire SIDI, un investissement très solidaire : Pour permettre à ses partenaires de faire des

prêts à taux raisonnables, avant que les micro-emprunteurs constituent progressivement une épargne les rendant autonomes, la SIDI a besoin de l'épargne solidaire.

Ses coûts d'intervention et d'accompagnement auprès des partenaires sont couverts par des dons : la moitié du rendement des parts des souscripteurs au FCP de partage Faim et Développement, créé par le CCFD.

De leur côté, les actionnaires SIDI ne touchent aucun dividende, mais le prix de leurs actions – non cotées en Bourse, elles sont à l'abri des spéculations – reste fixe à 152 euros.

Car ce qui leur importe, c'est d'être sûrs que leur épargne va entièrement aux exclus des services financiers, dans des projets qui contribuent effectivement à l'amélioration progressive des conditions de vie de la famille et de l'entourage.

Malgré la progression très rapide de la micro-finance dans le monde, les besoins restent immenses !

Aujourd'hui, le capital de la SIDI – 9 millions d'euros apportés à 52% par le CCFD et 2 ordres religieux féminins (auxiliatrices et ursulines), 25% par 950 actionnaires individuels rassemblés dans l'association ESD (Épargne Solidarité Développement), et 23% par des investisseurs institutionnels - est investi en totalité.

La société vient donc de décider de l'augmenter de 4 M d'euros pour poursuivre et accroître son action.

Devenir actionnaire de la SIDI, c'est l'occasion pour nous de faire un pas de plus dans la CONFIANCE aux autres pour leur propre développement, non pas à travers des circuits d'assistance ou d'exception, mais en utilisant à bon escient des outils économiques que nous connaissons bien, dans un but que nous avons choisi, et dont nous pouvons suivre et vérifier l'efficacité.

*Bruno Chaigne, Régine et Gilles Thiriez,
Gérard Rabier, Guy Dequeker*

Renseignements : SIDI 12, rue Guy de la Brosse,
75005 Paris, Tél. : 01 40 46 70 00 www.sidi.fr

PARUTIONS

- *La création au risque de l'environnement*, un document de la Conférence des évêques de France. www.eglise.catholique.fr
- *La puissance des pauvres* Majid Ranema et Jean Robert, Actes Sud, 22,8
- *Éradiquer la misère : Démocratie, mondialisation et droits de l'homme*, coordonné par Xavier Godinot, économiste, délégué d'ATD Quart Monde pour l'Océan Indien, PUF, 18 €. www.editionsquartmonde.org
- **Rapport annuel 2008 du PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement)**. www.undp.org

AGENDA

- **16 mars** : premier voyage de Benoît XVI au Cameroun et en Angola pour lancer le second synode sur l'Afrique
- **21 mars** : journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale
- **28 mars** : « Une journée pour la Terre », nous éteindrons les lumières pendant une heure dans le monde entier dans le souci d'économie d'énergie et de préservation du climat
- **Du 31 mars au 2 avril** : Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation pour le développement durable, Bonn, Allemagne



LAURE DELERY, ANCIENNE DÉLÉGUÉE AU CCFD ET CO-RÉDACTRICE DE LA LI

Pour un MCC ouvert sur le monde...

➤ Ingénieur santé environnement, co-rédactrice de la Lettre Internationale, Laure Delery est partie en 2007 au Forum Social Mondial de Nairobi (Kenya) avec le CCFD en tant que déléguée MCC. Après 8 ans d'équipe JP à Paris, elle rejoint une équipe lorraine à Nancy. Elle ne peut concevoir de responsabilité des cadres sans dimension internationale. *Propos recueillis par Marie-Caroline Durier*

Responsables : Vous avez 33 ans, parlez-nous de votre parcours professionnel...

Après une formation d'ingénieur INSA à Toulouse et d'ingénieur du génie sanitaire à l'École des Hautes Études en Santé Publique (EHESP) à Rennes, la recherche d'emploi m'a conduite de façon peu originale à Paris. J'ai d'abord travaillé quelques mois pour le bureau de l'eau à la Direction Générale de la Santé puis j'ai été recrutée par l'Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques (INERIS), organisme para-public d'appui au ministère de l'écologie. Je travaille depuis 8 ans dans l'unité d'évaluation des risques sanitaires de la direction des risques chroniques, qui a pour objectif de prévenir et quantifier les risques chimiques liés au fonctionnement des installations classées soumises à autorisation (incinérateur, centrale thermique...).

Responsables : Vous êtes au MCC depuis 2001. Pourriez-vous en quelques mots exposer les différentes responsabilités que vous y avez exercées et que vous exercez ?

J'ai accepté dès 2003 de devenir déléguée MCC au CCFD pour Paris. Cela consistait à participer aux réunions diocésaines avec les représentants des 27 autres mouvements et services d'Église qui composent la collégialité du CCFD.

Nous organisons une soirée en mars avec tous les mouvements et services à l'occasion de la venue d'un représentant d'une association soutenue par le CCFD. J'ai parallèlement rejoint le groupe des jeunes professionnels du CCFD ce qui m'a permis de mieux connaître le mouvement et le formidable travail réalisé tant par les salariés que par les 15 000 bénévoles français. J'ai arrêté ce mandat fin 2008 à l'occasion de mon déménagement. En 2007, avec Olivier Vasseur et Thierry de Somer, nous avons pris la suite d'Henri Klipfel pour rédiger la Lettre Internationale du MCC qui est aujourd'hui une double page du mensuel *Responsables*. Nous sommes encore en rodage et regrettons d'avoir trop peu d'apport des membres MCC qui ont des expériences à l'international...

Responsables : Qu'en avez-vous retiré ?

Le CCFD m'a donné le sens du MCC. En effet, le MCC n'est pas pour moi réduit à la vie d'équipe, au contraire ! C'est un mouvement national qui s'est engagé en 1960 à l'appel du pape Jean XXIII pour lutter contre la faim dans le monde. Le délégué au CCFD est le signe de l'ouverture à l'international du MCC, notamment dans sa dimension de solidarité. Cela a une résonance forte pour moi quant à l'engagement du MCC dans

la société. Agir ICI pour sensibiliser l'opinion publique à la solidarité internationale et Là-BAS en soutenant financièrement des projets de développement menés par des associations locales a du sens pour un cadre chrétien qui cherche à témoigner de l'Esprit du Christ dans les lieux où s'exercent ses responsabilités. Quant à la Lettre Internationale, c'est une ouverture intellectuelle à l'actualité mondiale, cela oblige à nous tenir informés et à discerner sur ce que nous voulons vraiment pour la société d'aujourd'hui. C'est aussi une riche source de contacts et d'échanges à l'intérieur du MCC.

Responsables : Quelle est votre démarche et quelles sont les valeurs qui vous animent ?

Le rôle joué par les entreprises au niveau économique, social et environnemental est au cœur du développement des hommes. Je suis désireuse de mieux discerner mes responsabilités au travail par un partage en équipe MCC. Je souhaite également participer à la promotion de la paix dans le monde en étant un vecteur de solidarité internationale, à ma façon. Le développement des personnes, chacune aimée de Dieu, la destination universelle des biens que j'ai approfondis au CCFD, sont des repères qui me guident. ●



- RENCONTRE
- DOSSIER
- LIVRES & DVD
- LETTRE INTERNATIONALE
- VIE DU MOUVEMENT
- VIE D'ÉQUIPE
- QUESTION D'ÉQUIPE
- VISAGE
- VIE SPIRITUELLE

Responsables

Chaque mois c'est :

- **Une rencontre** avec une personnalité marquante de la vie économique, publique ou associative...
- **Un dossier** qui développe un grand thème de société en lien avec l'actualité à travers des articles, des interviews, des témoignages...
Il participe au débat sur les problématiques contemporaines et leurs rapides évolutions.
- Une sélection de **livres et de DVD**...
- **La lettre internationale** du MCC pour rester ouvert sur le monde.

Le journal fait aussi le lien entre les membres du MCC, des jeunes professionnels aux cadres en retraite active. Il présente les orientations de **la vie du mouvement**. Il propose des thèmes de **vie d'équipe** et tente de répondre aux principales **questions d'équipe**.
Il est un soutien pour la foi et la réflexion, une aide dans la recherche de cohérence, entre le sens que nous voulons donner à notre vie et le monde qui nous entoure.



Le prochain numéro 393 avril 2009

DOSSIER L'Homme au travail

Responsables

BULLETIN D'ABONNEMENT

À renvoyer accompagné du règlement à :
Responsables abonnements - MCC - 18, rue de Varenne - 75007 Paris
 Tél. : 01 42 22 59 57. journal.responsables@mcc.asso.fr

OUI, je souhaite m'abonner (ou me réabonner) à Responsables

OUI, j'offre un abonnement à :

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____ Code Postal : _____

Ville : _____ e-mail : _____

Membre du MCC oui non Sympathisant Autre : _____

43 € (1 an) 58 € (étranger par avion 1 an)

48 € (UE 1 an) 100 € (abonnement de soutien 1 an)

Prix au numéro : 5 € (6 € étranger) - **Paiement par chèque à l'ordre de l'USIC**

Conformément à la législation en vigueur vous disposez d'un droit d'accès, de modification et de suppression des informations vous concernant (art.34 de la loi Informatique et Liberté) enregistrées sur la base de données du MCC en vous adressant au secrétariat du MCC. Par notre intermédiaire vous pouvez être amené à recevoir des propositions d'autres sociétés et organismes. Si vous ne le souhaitez pas, il vous suffit de cocher la case ci-contre.



mouvement chrétien des cadres et dirigeants

Béatitudes pour temps de chômage

Bienheureux ceux qui s'appauvrissent pour investir et créer des emplois,
car ils accumulent des richesses dans le Royaume éternel.

Bienheureux ceux qui renoncent à cumuler les emplois
qui ne leur sont pas nécessaires pour vivre dignement,
car ils ont une place assurée dans le Royaume.

Bienheureux les fonctionnaires publics
qui travaillent comme s'ils s'occupaient de leurs propres affaires,
qui facilitent les démarches et étudient sérieusement les problèmes,
leur travail sera considéré comme sacré.

Bienheureux les ouvriers et les employés
qui préfèrent la création de postes de travail pour tous,
plutôt que d'accumuler des heures supplémentaires
et des primes pour eux-mêmes,
parce qu'ils savent où est leur vrai trésor.

Bienheureux les hommes politiques et syndicaux
qui s'attachent à trouver des solutions réalistes au chômage
par-dessus les stratégies et les intérêts partisans,
parce qu'ils accélèrent la venue du Royaume.

Bienheureux serons-nous tous, quand nous cesserons de dire :
« Si je ne tire pas profit de la situation, un autre le fera... »
Quand nous cesserons de penser :
« Quel mal y a-t-il à frauder ? Tout le monde le fait ! »
Quand nous renoncerons à penser :
« Si la loi n'est pas violée, tout est permis »
Parce qu'alors la vie en société sera
une anticipation du bonheur du Royaume.